

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/484

7 février 2002

(02-0596)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LES MEMBRES LORSQU'IL S'AGIT DE FAIRE DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS ET SÉMINAIRE PRÉVU SUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées dans le document G/SCM/W/473
du 18 décembre 2001

Document présenté par la Dominique

Le Représentant permanent du Commonwealth de la Dominique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 février 2002.

B. QUESTIONS CONCERNANT LES DIFFICULTÉS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

Question n° 1

L'administration de votre pays manque-t-elle de ressources lorsqu'il s'agit de faire les notifications concernant les subventions? Dans l'affirmative, quels sont les principaux obstacles? La difficulté tient-elle principalement au *nombre* insuffisant de fonctionnaires chargés des notifications ou tient-elle davantage au fait qu'ils manquent de *formation*?

Réponse

Pour s'acquitter de ses obligations de notification, la Dominique manque de ressources, tant du point de vue du nombre des fonctionnaires chargés des notifications que de leur formation. Un seul fonctionnaire du Ministère du commerce a reçu une certaine formation sur les Accords de l'OMC et les notifications exigées. Étant donné que les Accords portent sur tous les secteurs de l'économie, il est nécessaire de former, dans les autres ministères (notamment le Ministère de l'agriculture), des fonctionnaires qui sauront préparer les notifications dans leurs domaines respectifs.

Question n° 2

Compte tenu de votre réponse à la question précédente, si le modèle de questionnaire pour les notifications pouvait être simplifié, l'administration de votre pays serait-elle mieux en mesure de faire les notifications requises concernant les subventions?

Réponse

La complexité du modèle de questionnaire ne constitue pas le problème principal qui se pose à la Dominique lorsqu'il s'agit de s'acquitter de son obligation de notification concernant les subventions.

Question n° 3

Lorsque vous mettez en balance l'utilité pour l'administration de votre pays de disposer du modèle le plus simple possible et la nécessité d'être en mesure de comprendre les notifications des autres Membres lorsque vous les examinez, dans quelle mesure pourrait-on simplifier le modèle sans nuire à la transparence?

Réponse

Voir plus haut la réponse à la question n° 2.

Question n° 4

S'agissant du modèle de notification en tant que tel et des notions sur lesquelles il repose, telles qu'elles sont énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC, d'après l'expérience de l'administration de votre pays, les personnes chargées de faire les notifications éprouvent-elles des difficultés à comprendre les prescriptions en raison des termes employés dans l'Accord pour définir "subvention", "spécificité", etc.? Par exemple, ces personnes pensent-elles que les subventions revêtent uniquement la forme de dons en espèces et qu'elles ne comprennent pas le manque à gagner attribuable à des incitations fiscales ou tarifaires? Pourrait-on donner des explications dans le modèle de questionnaire pour définir plus clairement la portée des mesures qui doivent faire l'objet d'une notification? Comment ces explications pourraient-elles être libellées?

Réponse

Les fonctionnaires du ministère dont relèvent les programmes de subventions à la Dominique, et qui est par conséquent chargé de préparer les notifications, n'ont pas la formation permettant de comprendre les notions figurant dans l'Accord. On pourrait donner certaines explications dans le modèle pour faciliter le processus. Ces explications pourraient consister à définir les termes, en donnant des exemples précis. Ainsi, la définition d'une subvention (y compris la spécificité et l'avantage conféré) pourrait comporter une liste exemplative.

Question n° 5

L'administration de votre pays éprouve-t-elle des difficultés de manière générale en raison des prescriptions de forme du questionnaire pour les notifications? En particulier, l'administration de votre pays dispose-t-elle déjà de renseignements qui permettraient de répondre au questionnaire pour les notifications sur le fond, mais qui ne correspondent pas au modèle? Dans l'affirmative, quelles sont les difficultés particulières auxquelles se heurte l'administration de votre pays lorsqu'elle cherche à présenter les renseignements suivant le modèle prévu? Si les renseignements étaient notifiés dans leur forme actuelle, pourraient-ils néanmoins être rapprochés des éléments de données figurant dans le questionnaire concernant les subventions?

Réponse

L'une des principales difficultés rencontrées est liée aux questions n° 6 et 7 du questionnaire. Il est difficile de se conformer à l'obligation de donner des renseignements sur les subventions par unité. Les avantages fiscaux représentent la principale forme de subvention qu'accorde la Dominique. Des données/statistiques ne sont pas établies sur le montant en numéraire de la subvention par année et par unité. Cela impliquerait le calcul/l'estimation du manque à gagner sous forme de droits d'importation et d'impôt sur le revenu par produit/société/industrie/secteur (quelle est l'unité?) par an. Une telle tâche pourrait se révéler des plus ardues, notamment s'agissant de l'impôt sur le revenu.

Question n° 6

Lorsqu'elle examine les notifications d'autres Membres, l'administration de votre pays serait-elle gênée si elle devait examiner des renseignements qui ne sont pas présentés de la manière prévue dans le questionnaire concernant les subventions, mais qui correspondent de manière générale aux éléments de fond du questionnaire? Dans quelle mesure est-il important que ces renseignements soient présentés suivant le modèle prévu?

Réponse

Les ressources humaines et les moyens limités de la Dominique ne lui permettent pas d'examiner les notifications de subventions présentées par d'autres pays.

Question n° 7

L'administration de votre pays fournit-elle des renseignements sur ses programmes de subventions ou d'incitations sur des sites Web officiels? Dans quelle mesure la notification des subventions serait-elle simplifiée si les renseignements pouvaient être communiqués dans leur forme actuelle? En tant que personne chargée d'examiner les notifications, de quelle manière devrait-on limiter à votre avis le remplacement des questionnaires concernant les notifications complètes par des renseignements provenant de sites Web? La référence à des sites Web compléterait-elle utilement les renseignements de fond communiqués dans une notification?

Réponse

La Dominique ne présente pas de renseignements concernant les subventions sur un site Web.

Question n° 8

S'agissant de la règle générale 6, qui dispose que la notification de subventions accordées "pour des produits ou secteurs spécifiques" sera structurée par produit ou secteur, celle-ci pose-t-elle des difficultés à l'administration de votre pays lorsqu'elle notifie des subventions qui sont accordées de manière horizontale, plutôt que pour des produits ou secteurs spécifiques? Quelles sont les étapes et les difficultés particulières liées à la préparation de renseignements par produit ou secteur pour des subventions accordées de manière horizontale?

Réponse

Voir plus haut la réponse à la question n° 5.

Question n° 9

Cette règle pose-t-elle des problèmes lorsqu'il s'agit de notifier des subventions qui sont ciblées sur un produit ou un secteur spécifique (par exemple certaines subventions agricoles)?

Réponse

La Dominique n'accorde pas de subventions par produit ou secteur.

Question n° 10

Si la règle générale 6 était reformulée de manière à se rapporter aux subventions "accordées en fonction de produits ou secteurs spécifiques", cela contribuerait-il à résoudre cette difficulté? (L'idée consisterait à préciser qu'il faut fournir des renseignements sur les programmes, plutôt que des renseignements sur un produit ou un secteur spécifique, lorsque les subventions sont accordées de manière horizontale, tandis que les subventions accordées pour des produits ou secteurs spécifiques continueraient à être notifiées en tant que telles.)

Réponse

Oui. La reformulation de la règle générale 6 serait utile dans la mesure où l'on n'aurait pas à préparer une notification différente pour chaque produit/secteur du même programme.

Question n° 11

Cette reformulation poserait-elle des difficultés en ce qui concerne l'examen des notifications concernant les subventions et, dans l'affirmative, quelles seraient ces difficultés?

Réponse

Voir plus haut la réponse à la question n° 6.

Question n° 12

Dans quelle mesure l'obligation générale de fournir des données statistiques sur les effets des subventions notifiées sur le commerce (première phrase du point 9) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Réponse

Il est très difficile de fournir des statistiques sur la production et la consommation, parce qu'elles ne sont pas établies régulièrement.

Question n° 13

Dans quelle mesure la nécessité de rassembler le genre de données statistiques dont il est question aux points 9 a) et 9 b) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Réponse

Voir plus haut la réponse à la question n° 12.

Question n° 14

Dans quelle mesure les données statistiques relatives aux subventions des autres Membres sont-elles importantes aux fins de l'examen, par l'administration de votre pays, des notifications concernant les subventions? Ces prescriptions en matière de notification pourraient-elles être assouplies d'une manière ou d'une autre? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Réponse

Voir plus haut la réponse à la question n° 6.

Question n° 15

L'administration de votre pays a-t-elle constaté, en préparant les notifications concernant les subventions, qu'il existe un chevauchement ou une redondance notionnels en ce qui concerne certains des éléments d'information dans leur forme actuelle?

Réponse

Les réponses aux questions n° 5 et 6 sembleraient fournir les mêmes renseignements.

Question n° 16

Si l'administration de votre pays estime qu'il y a chevauchement, comment celui-ci pourrait-il être supprimé? Quelles sont les améliorations d'ordre rédactionnel qui pourraient être apportées pour préciser la marche à suivre dans ce genre de situation, tout en maintenant les prescriptions de fond de l'article 25 sur lesquelles s'appuie le questionnaire?

Réponse

On pourrait fusionner les questions n° 5 et 6.

Question n° 17

L'obligation de fournir des renseignements sur l'objectif général ou l'objet de la subvention, son fondement et la législation en vertu de laquelle elle est accordée, ainsi que sur les bénéficiaires et les modalités suivant lesquelles elle est accordée, soulève-t-elle des difficultés importantes pour l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications concernant les subventions? Comment ces prescriptions pourraient-elles être simplifiées?

Réponse

Cet aspect ne constitue pas une difficulté majeure.

Question n° 18

L'obligation de fournir des explications lorsqu'un élément d'information particulier ne peut être communiqué pose-t-elle des difficultés particulières à l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications? Dans l'affirmative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en en préservant la teneur?

Réponse

Cela ne pose pas de difficulté.

Question n° 19

Le point 7 du questionnaire concernant les subventions (renseignements sur le montant des subventions accordées) laisse-t-il à l'administration de votre pays une marge de manœuvre suffisante pour que celle-ci soit en mesure de notifier ces renseignements sans difficulté indue? Dans la négative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en en préservant la teneur?

Réponse

La difficulté principale réside dans la préparation des renseignements, en l'absence de données et de statistiques disponibles. Il est nécessaire de préserver la teneur de la prescription (c'est-à-dire le montant de la subvention aussi précis que possible). Pour un pays comme la Dominique, c'est une assistance technique qui est nécessaire pour élaborer et maintenir les renseignements et les statistiques, non seulement aux fins de notification à l'OMC, mais aussi pour ses propres besoins en matière d'élaboration et d'examen des politiques.

C. QUESTIONS RELATIVES AU SÉMINAIRE SUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Question n° 1

En ce qui concerne le nombre et le caractère des participants au séminaire, combien de personnes au sein de votre administration nationale sont-elles chargées au jour le jour de recueillir des renseignements sur les subventions ainsi que de préparer et de présenter des notifications concernant les subventions à partir de ces renseignements? Si elles sont plus de une, prière de décrire leurs différentes attributions.

Réponse

Une seule personne au Ministère du commerce en est actuellement chargée.

Question n° 2

L'administration de votre pays se satisferait-elle de pouvoir envoyer deux participants à ce séminaire? Dans la négative, pourquoi pas, et quel serait le nombre optimal de participants du point de vue de l'administration de votre pays?

Réponse

Ce nombre serait suffisant.

Question n° 3

Si le séminaire durerait deux jours, cela serait-il suffisant/approprié? Dans la négative, qu'est-ce qui serait plus convenable?

Réponse

Deux jours semblent suffisants.

Question n° 4

Le programme ci-après vous conviendrait-il? Première séance: Exposé détaillé des définitions fondamentales énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC et exposé des obligations concernant la notification des subventions au vu de ces définitions. Deuxième séance: Exposé par les Membres des difficultés particulières qu'ils rencontrent dans la préparation des notifications concernant les subventions. Troisième séance: Échange d'informations et remue-ménages entre les Membres afin de trouver des solutions réalisables dans la pratique aux problèmes qui auront été définis (moyens de coordonner et de rationaliser la collecte et la présentation des renseignements concernant les subventions). Quatrième séance: Mesures de suivi pour faire en sorte que les informations qui auront été échangées et les leçons qui auront été apprises soient retenues et mises en pratique. (On a insisté sur le fait que ce suivi devrait être immédiat et intensif pour être efficace.) Parmi les idées avancées à ce jour, mentionnons l'établissement d'un réseau informel entre les fonctionnaires des administrations centrales, la planification d'activités d'assistance technique ciblées, etc.

Réponse

Pour la première séance il faudrait consacrer une part importante du temps à la présentation assez détaillée, accompagnée d'exemples concrets, des prescriptions en matière de notification.

Question n° 5

Normalement, votre pays envoie-t-il des représentants de l'administration centrale aux réunions ordinaires du Comité? Dans la négative, pourquoi pas?

Réponse

Non. Le coût est prohibitif.

Question n° 6

De l'avis du gouvernement de votre pays, le séminaire sur les notifications concernant les subventions est-il important pour améliorer la compréhension des règles sur les subventions et faire en sorte que les notifications concernant les subventions soient complètes et présentées en temps voulu? (En d'autres termes, le gouvernement estime-t-il qu'il est prioritaire que votre pays participe à ce séminaire?) Le gouvernement de votre pays entend-il envoyer des participants de l'administration centrale à ce séminaire? Dans l'affirmative, combien seront-ils et quelles sont leurs attributions? Dans la négative, pourquoi pas?

Réponse

La Dominique considère ce séminaire comme une initiative importante à laquelle elle aimerait participer. Cependant, elle ne pourrait le faire si elle devait financer elle-même la participation des fonctionnaires de l'administration centrale.

Question n° 7

De l'avis du gouvernement de votre pays, serait-il opportun de parrainer financièrement uniquement les participants en provenance des pays les moins avancés Membres? Dans la négative, pourquoi pas? Quels sont les autres critères objectifs qui pourraient être élaborés et qui pourraient être plus opportuns en ce qui concerne la possibilité de bénéficier d'un parrainage financier?

Réponse

Les petits pays en développement comme la Dominique devraient faire partie des bénéficiaires du parrainage.

Question n° 8

Si le gouvernement de votre pays n'était pas en mesure d'envoyer des participants au séminaire en raison de contraintes financières, quel est le niveau minimal de parrainage financier qui rendrait possible l'envoi de participants (par exemple billets d'avion uniquement, billets d'avion et indemnités de subsistance pour la durée du séjour à Genève, etc.)?

Réponse

Le parrainage devrait couvrir au minimum les billets d'avion et les frais d'hôtel.

Question n° 9

En supposant qu'il ne soit pas possible de financer le séminaire à l'aide des fonds d'affectation spéciale dont dispose actuellement l'OMC (éventualité qu'on ne saurait écarter) et en supposant que le budget total s'élève à environ 225 000 FS, le gouvernement de votre pays envisagerait-il de faire un don pour financer l'événement? Dans l'affirmative, quel montant le gouvernement de votre pays serait-il en mesure d'accorder?

Réponse

La Dominique ne serait pas en mesure de faire un don.

Question n° 10

Si le séminaire était financé par des contributions affectées à des fins particulières par différents Membres et que le budget prévu pour le séminaire était excédentaire (en raison d'une participation moins grande que prévu des Membres pouvant bénéficier d'un parrainage financier, quels que soient les critères retenus), que devrait-on faire de cet excédent? Deux options ont été examinées: i) rendre l'excédent aux pays donateurs au prorata; ou ii) mettre l'excédent à la disposition des autres pays en développement Membres, dans l'ordre des demandes. Existe-t-il d'autres options plus judicieuses?

Réponse

-
